

## "Pour l'instant, on manque de tout pour assurer une surveillance minimale des criminels les plus dangereux"

Le gouvernement Arizona n'a pris aucune mesure depuis novembre face à la surpopulation carcérale. La situation est devenue dangereuse, témoigne **Vincent Spronck, directeur de la prison de Saint-Gilles.**



Annick Hovine Journaliste

On ne compte plus le nombre d'alertes rouges lancées par l'administration pénitentiaire qui se trouve confrontée à une surpopulation chronique dans les prisons. En vain jusqu'ici. Lundi, on dénombrait toujours 629 prisonniers dormant sur un matelas à même le sol – ils étaient plus de 700 fin décembre. Mardi, la directrice générale des établissements pénitentiaires, Mathilde Steenbergen, appelait donc une nouvelle fois le gouvernement Arizona (N-VA, MR, CD & V, les Engagés et Vooruit) à prendre des mesures exceptionnelles face à une situation devenue "insoutenable".

Elle réclame d'urgence une aide : "Si nécessaire, l'armée ou la police doivent temporairement prendre en charge et surveiller les détenus qui dorment au sol". Il faudra pourtant patienter : les ministres fédéraux sont en pause pour deux semaines et aucun kern (Conseil des ministres restreint) n'est pour l'heure programmé sur le dossier.

## "La catastrophe continue"

La directrice générale ne cache pas qu'un "sentiment d'abandon" prédomine chez les acteurs du monde carcéral. Depuis novembre 2025, le fédéral promet des mesures immédiates pour désengorger les prisons. Mais rien ne se concrétise. Et l'urgence a disparu. Vendredi dernier, lors du dernier kern avant le congé de détente, le sujet n'a même pas été abordé... L'espoir d'une amélioration s'est mué en cruelle désillusion. "La réalité sur le terrain est plus dure que jamais, alors qu'aucun renfort concret n'est prévu", déplore Mathilde Steenbergen.

"On ne sait plus ce qu'on doit faire pour que le politique bouge", soupire aussi Vincent Spronck, directeur de la prison de Saint-Gilles. En octobre dernier, il participait avec ses collègues de tous les établissements pénitentiaires de Belgique à une action de protestation inédite. "Le résultat ? C'est juste : cause toujours, tu m'intéresses... Pas une mesure n'a été prise alors que chaque semaine quasiment on nous les annonce pour le kern du vendredi. Rien ne se passe et la catastrophe continue."

## Pas (encore ?) d'incident majeur

La tension reste très forte derrière les barreaux. La situation est inacceptable et inhumaine pour les détenus comme pour le personnel. Dangereuse aussi ? "Il n'y a pas eu d'incident majeur mais j'espère qu'on n'en attend pas un pour passer à l'acte", s'exclame Vincent Spronck.

Selon les normes internationales, il doit y avoir au minimum 4 mètres carrés de superficie par détenu dans les cellules communes. Actuellement, avec plus de 600 matelas au sol, près de 1900 prisonniers sont entassés par trois dans des cellules de 9 mètres carrés. "Le calcul est vite fait... Les droits élémentaires des détenus sont piétinés."

Cette situation conduit à un surcroît de travail. "Les agents passent un temps dingue à déminer les conflits, à répondre à toutes les questions d'une législation incompréhensible et à gérer de situations individuelles. Tout le monde est épuisé."

### **À lire aussi**

**Condamné par la justice à réduire la surpopulation carcérale, l'État belge n'a pas réagi : des astreintes colossales vont tomber**

## **Un manque de moyens, de temps et de personnel**

D'autant que le personnel est amené à s'occuper de personnes qui relèvent plutôt de problématiques sociales : des internés, des sans-papiers, des toxicomanes ainsi que des condamnés à des courtes peines (moins de trois ans) qui, précédemment, ne passaient pas par la case prison. "La gestion de ces cas phagocyte toute notre énergie et nous empêche de nous concentrer sur des gars beaucoup plus dangereux. Personne ne conteste que les membres du crime organisé et les narcotrafiquants ont leur place en prison. Mais encore faut-il qu'on ait les moyens, le temps et le personnel pour s'en occuper. Pour l'instant, on manque de tout pour assurer une surveillance minimale des criminels les plus dangereux", dit encore Vincent Spronck qui préside la fédération francophone des directeurs de prison.

## **Une question de sécurité publique**

Idem pour les détenus incarcérés pour terrorisme, qui demandent un suivi très intense. "Comment voulez-vous, dans le contexte actuel, qu'on accorde le moindre temps pour ces questions-là ? Comme les troupes sont crevées, qu'il y a toujours des trous dans les cadres, sur une telle longueur d'inaction, la vigilance s'émousse", pose Vincent Spronck. "Je pense que ça devient dangereux pour tout le monde, tant à l'intérieur de la prison, qu'à l'extérieur, pour la société."

La libération anticipée de certaines catégories de détenus (notamment ceux qui sont en fin de peine) est devenue une question de sécurité publique, ajoute-t-il. Or le point bloque toujours au sein de l'Arizona, en particulier du côté du MR. "Le Premier ministre (le N-VA Bart De Wever, NdlR) a dit la semaine dernière, sur la Première, qu'il allait falloir le faire, même si on n'aime pas ça. Des libérations de ce type ont eu lieu pendant le confinement lié au Covid ; elles n'ont entraîné aucun problème de sécurité", insiste Vincent Spronck.

## **Mille détenus de plus en un an**

L'immobilisme politique est d'autant plus désespérant que tous les acteurs du système – avocats, juges, parquet, personnel pénitentiaire – dressent le même constat, poursuit-il. Lundi, on dénombrait 13 552 personnes derrière les barreaux, pour 11 049 places. "On a mille détenus de plus qu'il y a un an", déplore encore le directeur de Saint-Gilles, "totalement désabusé". Le personnel, fatigué, affronte la situation avec beaucoup de courage, témoigne-t-il. "Il faut en avoir pour se prendre la mauvaise humeur légitime de gars entassés par trois en cellule. La surpopulation donne une image exécration du boulot en prison. Et on s'étonne ensuite qu'on ait du mal à recruter !"